



## La Suisse, un pays comme les autres ?

Discours de Liliane Maury Pasquier, conseillère aux États (GE) et  
présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Chères et chers Camarades,  
Liebe Genossinnen, Liebe Genossen,  
Care compagne, cari compagni,

**La Suisse est-elle un pays comme les autres ?** Une certaine droite, qui va bien au-delà de l'UDC, oppose régulièrement la Suisse aux autres pays d'Europe et au reste du monde, au prétexte de préserver l'identité nationale helvétique, et dans une vision à court terme des intérêts de notre pays. Or, que peut-on constater ? Certes, la Suisse est un pays riche, mais un pays où, comme ailleurs, beaucoup de gens vivent dans la précarité, voire dans la pauvreté. La Suisse a aussi en commun avec d'autres pays d'avoir pour parti le plus fort, depuis longtemps, une force national-populiste. La Suisse est, comme tout le monde, concernée par les migrations, avec une tendance regrettable à voir celles-ci comme un risque plutôt qu'une chance, et, même, un besoin, pour notre pays vieillissant. **La Suisse, enfin, appartient à un continent - le continent européen -, géographiquement bien sûr, mais aussi culturellement, puisqu'elle partage avec les pays voisins une histoire commune et les mêmes valeurs.**

**Ces valeurs, ce sont notamment la démocratie, les droits humains et l'État de droit, qui forment le cœur du Conseil de l'Europe,** dont la Suisse fait partie depuis 55 ans. Comme vous le savez, **le 25 juin dernier, j'ai eu l'honneur d'être élue Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Depuis, je rencontre de nombreuses et nombreux responsables politiques de pays membres** ou observateurs de l'organisation. Nous échangeons sur des sujets variés, comme la démocratie, la protection des minorités, la montée du populisme ou le réchauffement climatique. **Chaque être humain aspire, quelle que soit sa nationalité, sa sexualité ou sa religion, à vivre en liberté, en sécurité et sans crainte du lendemain. Nous, Suissesses et Suisses, ne sommes pas différents sur ce point.**

Comme vous le savez peut-être, **l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** rassemble 324 parlementaires et 324 suppléant·e·s de 47 pays européens, représentant 830 millions de personnes. Elle élabore des rapports sur des questions capitales pour la démocratie et les droits humains en Europe, élit les juges à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, la ou le Commissaire aux Droits de l'Homme ainsi que la ou le Secrétaire général·e du Conseil de l'Europe. L'Assemblée observe aussi des élections et fait office de plateforme pour le dialogue interparlementaire, mais aussi pour le dialogue avec les gouvernements des pays membres. Elle **est donc un outil extrêmement précieux dans la période que nous connaissons aujourd'hui, où la montée du populisme, le repli sur soi et le rejet de l'autre gagnent chaque jour du terrain.**

**L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe offre un élément crucial pour le maintien de la paix sur le continent: la DISCUSSION entre toutes et tous.** Sans discussion, aucune connaissance, aucune compréhension de l'autre n'est possible. Sans discussion, les réflexes totalitaires (re)deviennent la norme. **En tant que socialistes, nous nous devons d'agir contre la construction de murs**, trop souvent présentée comme le salut des États-nations. Nous devons nous atteler à déconstruire ces murs brique par brique, en démontrant que la Suisse se renforce et grandit dans la collaboration et l'échange avec ses voisines et voisins. L'exemple d'autres pays peut, à cet égard, nous inspirer, si l'on regarde notamment les succès engrangés par le Portugal, qui, emmené par un exécutif de gauche, a choisi l'ouverture à l'autre, l'opposition à une politique économique néolibérale et la mise en place de politiques publiques progressistes.

**En tant que présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, je mets un point d'honneur à maintenir le dialogue entre toutes et tous.** Comme vous le savez peut-être, en 2014, l'Assemblée a décidé de suspendre certains droits clés de la délégation russe, parmi lesquels son droit de vote, en riposte à l'annexion illégale de la Crimée, laquelle constituait une agression d'un pays membre par un autre et continue d'être en totale contradiction avec le droit international. En conséquence, la délégation russe a ensuite décidé de se retirer de l'Assemblée, mais de celle-ci uniquement. Plus aucun·e représentant·e russe ne siège depuis lors au sein de l'Assemblée. Néanmoins, **je maintiens des contacts constants avec les représentantes et représentants russes**, dans l'espoir qu'une solution puisse se dessiner. **Cette ouverture, je la maintiens également avec l'Ukraine, la Géorgie et tous les pays fortement concernés par cette crise**, car ce n'est qu'ensemble que nous parviendrons à un terrain d'entente. Fermer la porte à la discussion équivaut à refuser toute solution et, *in fine*, à maintenir une situation potentiellement explosive dans la région. Il est de notre responsabilité de permettre un retour de la Russie à la table des discussions, afin que sa population soit protégée et puisse encore accéder, par exemple, à la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Cela ne signifie pas pour autant que nous devons garder le silence face aux actions menées par la Russie. **C'est bien dans cette optique ouverte et solidaire, mais ferme sur les principes que travaille l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.**

*A contrario*, en Suisse, une majorité du gouvernement et du parlement fédéral semble dorénavant miser sur le chacun pour soi. **La politique menée aujourd'hui par la Suisse**, notamment depuis l'élection, il y a un an, d'un nouveau ministre des affaires étrangères, **ne peut que conduire notre pays à l'échec.** En effet, depuis lors, la Suisse a pris un virage à droite très marqué et le bilan des premiers mois du chef du DFAE est alarmant. Si le gouvernement et le parlement – qui a récemment adopté une politique suiviste, copie conforme de celle de l'UDC – **continuent sur la voie du repli sur soi, du rejet de l'autre et de la non-prise en compte des réalités internationales, c'est la réputation, la prospérité et la sécurité de la Suisse qui seront menacées.**

**Ainsi, notre gouvernement cherche à faciliter la vente d'armes à des pays comme l'Arabie Saoudite**, qui finance et participe, notamment, au conflit au Yémen. Cette proposition pourrait gravement déstabiliser des régions entières du globe, pourtant déjà en proie à des conflits internes violents. Cette politique est tout simplement inacceptable ! **Il est impensable que la Suisse, berceau et gardienne des Conventions de Genève et siège européen de l'ONU, participe de quelque manière que ce soit à des guerres** qui tuent et affament chaque année des milliers de civils innocents !

**Depuis plusieurs mois, le ministre des affaires étrangères n'a eu de cesse d'attaquer des réalisations onusiennes pourtant primordiales pour le maintien de la paix au Proche-Orient.** Ainsi, sans en avoir au préalable discuté avec ses collègues du Conseil fédéral, il a remis en cause l'existence même de l'UNWRA, l'Agence onusienne pour les réfugiés palestiniens. La Suisse a toujours appuyé cette agence, dont les actions englobent l'enseignement primaire et professionnel, les soins de santé primaires, les secours et les services sociaux, l'amélioration des infrastructures et des camps, la microfinance et les interventions d'urgence, y compris dans les situations de conflit armé. **Cette**

**attaque atteint la crédibilité de notre pays**, qui apparaissait hier encore comme un acteur neutre, pouvant même offrir ses bons offices pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien.

**Et que dire du refus de notre gouvernement de signer le traité d'interdiction des armes nucléaires ? Ou de la volte-face du Conseil fédéral, qui a annoncé il y a quelques jours qu'il n'irait pas à Marrakech pour signer le pacte onusien sur les migrations ?** Une décision prise sous la pression de l'Assemblée fédérale, où la majorité de droite du Conseil des États a décidé qu'il fallait soumettre la signature de ce pacte, pourtant non contraignant juridiquement, à l'approbation du Parlement. Une décision qui illustre précisément le suivisme auquel je faisais allusion à l'instant, qui voit la droite presque univoque adopter les positions de l'UDC, en oubliant qu'elle fait ainsi la meilleure promotion qui soit de ce parti pour les prochaines élections fédérales de 2019 !

**Toutes ces déclarations, actions et incohérences à répétition remettent gravement en cause la crédibilité et l'image de la Suisse** qui, je le rappelle, accueille un grand nombre d'organisations internationales et d'ONG. Notre pays aurait-il perdu l'essence de son engagement en faveur de la paix ? Les autorités suisses auraient-elles coupé leurs racines humanistes et tourné le dos aux causes qui, hier encore, faisaient partie de l'ADN de la Suisse ?

**En tant que conseillère aux États genevoise, cette situation m'inquiète tout particulièrement, car notre pays rayonne notamment grâce aux actions réalisées et entreprises à Genève.** Je souhaite vivement que nos autorités cessent de céder aux sirènes national-populistes et travaillent à revigorer la flamme universaliste qui a permis à la Suisse et à beaucoup d'autres pays de vivre dans la paix.

**Heureusement, le 25 novembre dernier, le peuple suisse a rappelé son fort attachement au multilatéralisme, en refusant à plus de 66 % l'initiative UDC contre les droits humains.** Il a ainsi envoyé un message sans équivoque à notre parlement et à notre gouvernement : sans relations multilatérales, sans organisations internationales comme l'ONU ou la Cour Européenne des Droits de l'Homme, c'est la loi du plus fort qui l'emporte et, à ce jeu-là, la Suisse sera largement perdante.

Wie ihr wisst, steht die Schweiz vor ähnlichen Herausforderungen, wie es ihre Nachbar- und Partnerländer tun. Abschottungstendenzen, Migrationsbewegungen und die Erderwärmung sind Themen, die uns alle beschäftigen, um hier nur einige Beispiele zu nennen. Das soll natürlich nicht heissen, dass unser Land keine spezifischen Eigenheiten vorzuweisen hätte; nicht zuletzt vereinen sich bei uns ganz verschiedene Kulturen und Sprachen. Doch um gemeinsam vorwärtszukommen mussten wir eben auch lernen, zusammen zu diskutieren und uns auszutauschen. Diese Diskussionen führen wir immer, gerade wenn es bei Abstimmungen zu einem Röstigraben kommt. Genau diese Tatsache zeigt, dass die Schweiz eine starke gemeinsame Identität besitzt: Trotz Röstigraben verlieren wir den Kontakt keineswegs. Unser Land war und ist ein Paradebeispiel für den Multilateralismus. Aber die Schweiz – nicht zuletzt eine Exportnation – bleibt ein kleines Land innerhalb der Staatengemeinschaft. Daher ist es besonders auf die Unterstützung anderer Länder und die internationale Zusammenarbeit angewiesen.

Pour terminer, comme vous le savez, **notre pays fait face à deux échéances importantes. Tout d'abord, l'élection complémentaire au Conseil fédéral. Selon les personnes élues, une politique plus dure envers les institutions européennes risque fort d'être mise en place**, notamment en ce qui concerne la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou les négociations actuelles avec Bruxelles. Nous verrons donc peut-être les fronts se durcir davantage et le repli s'accroître. **Ensuite, les élections fédérales de 2019 seront d'une importance capitale. Elles le seront bien sûr en matière de majorité politique, mais aussi de représentation des femmes** au Conseil national et au Conseil des États. **Nous, socialistes, devons veiller au renforcement de la représentativité de nos élus et élus.**

**Cette attention particulière à la question du genre doit également s'étendre au combat contre le sexisme et les inégalités, qui sévissent dans tous les pays.** Notamment en France, dont la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a annoncé que des actions concrètes seraient prises dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Europe – qui s'étendra de mai à novembre 2019 – afin de promouvoir la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, plus communément appelée « Convention d'Istanbul ». Tali iniziative si iscrivono nel contesto della pubblicazione di un recente studio promosso congiuntamente dall'Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa e dall'Unione Interparlamentare. Questo studio ha infatti rilevato che più dell'85% delle donne parlamentari e delle funzionarie parlamentari sono state vittime di sessismo, molestie o violenza sessuale. Un'attenta analisi comparata delle procedure esistenti nei diversi parlamenti nazionali, ha inoltre permesso l'elaborazione di raccomandazioni concrete volte a contrastare questo fenomeno. Questo dimostra, ancora una volta, che la cooperazione e il dialogo sono la chiave per rendere questi problemi visibili, identificare delle soluzioni e porre fine a questi atti intollerabili, anche qui in Svizzera.

**C'est dans cette optique que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a lancé, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, une nouvelle initiative afin de lutter contre le sexisme et les abus sexuels dans les parlements européens, #PasDansMonParlement / #NotInMyParliament.** Cette action n'a pas vocation à se limiter aux parlements, mais l'idée est de l'étendre à tous les cadres de notre société, par exemple avec des hashtags tels que #PasDansMaVille, #PasDansMonUniversité, #PasDansMonEquipe ou #PasDansMonHopital. Je vous invite toutes et tous à vous les approprier et à les diffuser ! Ainsi, nous rendrons visibles ces violences et nous contribuerons, j'en suis sûre, à diminuer drastiquement ce fléau.

**Pour revenir à notre question de départ, oui, la Suisse est un pays comme les autres ! Certes, elle a des spécificités, mais elle partage avec beaucoup d'autres États les mêmes aspirations, les mêmes valeurs et elle fait face aux mêmes défis.** Petit pays par sa taille, la Suisse a toujours été fortement liée à ses voisins et partenaires. **Grand pays par sa tradition humanitaire et son engagement pour un monde plus solidaire, elle doit continuer de miser sur ses atouts et ses valeurs,** en politique extérieure comme en politique intérieure. Aujourd'hui, plus que jamais, alors que les forces national-populistes gagnent du terrain, par exemple en Hongrie, en Italie, en Pologne ou encore en Autriche, **la Suisse doit voir ce qui l'unit aux autres pays et collaborer avec eux pour perpétuer et renforcer, en Europe et dans le monde, la démocratie, les droits humains et l'État de droit.**

**Dans cette construction commune d'une société plus juste et plus solidaire, nous, socialistes, avons un rôle clé à jouer.** Comme le montre une récente enquête, les jeunes qui sont le plus pessimistes sont celles et ceux qui votent pour Trump et compagnie. Le PS, lui, ne s'est jamais laissé atteindre par la déprime et la résignation, mais, au contraire, propose un projet de société porteur d'espoir et de véritable changement. **Continuons donc d'agir avec cette conviction - que nous avons toujours eue - qu'une autre Suisse est possible, qu'un autre monde est possible !**